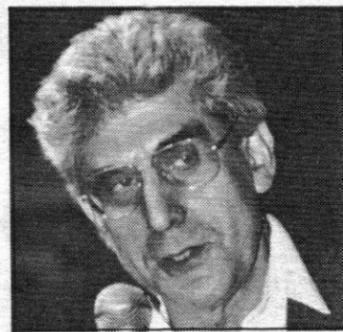


4 chercheurs mettent en question la politique d'intégration. Bruno Vinikas répond.



Bruno Vinikas

Au Centre International, jeudi 6 mai, à 20 heures: à noter dans l'agenda de tous les antiracistes, à vos agendas: un rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte!

Le 20 décembre 89, le Centre International invitait Paula D'Hondt à venir présenter le premier volume réalisé par le Commissariat Royal à la Politique des Immigrés (CRPI). Rejointe par son collègue Bruno Vinikas, Paula D'Hondt, devant une salle pleine à craquer et très critique, exposait le nouveau concept de l'intégration. Celui-ci définissait trois niveaux. Le premier, celui des valeurs et principes «protégés par la notion d'ordre public», est celui des lois. Celles-ci doivent être respectées, comme, par exemple, les lois relatives à l'égalité des sexes. Le deuxième niveau, de l'avis même des commissaires plus délicat, est celui des valeurs fondamentales de notre société. Pour le CRPI, il s'agit, par exemple, de l'émancipation de la femme ou du pluralisme philosophique. Ici, «se pose la question de savoir si le pays d'accueil a le droit d'exiger des minorités ethniques le respect de telles valeurs». Enfin, le niveau des expressions culturelles. Ici, pas de problèmes pour le CRPI: «Notre pays leur reconnaît traditionnellement la plus grande liberté».

Mis sur pied après les élections communales de 88, le CRPI se voulait une réponse à l'angoisse suscitée par la première percée du Vlaams Blok en Flandre. En décembre 1991, le Vlaams Blok, le Front National et Agir obtenaient 479.917 suffrages. Fin mars 1993, le CRPI cesse d'exister. Mission accomplie?

C'est la question qu'en toute logique, le Centre International a voulu poser, au commissaire sortant, Bruno Vinikas. Celui-ci, loin d'éviter la réponse, a tenu, au contraire, à la rendre plus passionnante, en engageant le débat avec quelques chercheurs particulièrement critiques. C'est pour satisfaire à ce souhait que la conférence, initialement programmée pour le 22 avril, a été reportée au 6 mai.

La rencontre sera d'autant plus intéressante que les interlocuteurs de Bruno Vinikas auront des angles d'approche différents et qu'ils appartiennent aux deux communautés, francophone et néerlandophone. Le débat, pour éviter les lenteurs d'une traduction, se tiendra dans une seule langue, le français. Les quatre interventions ci-contre vous en donnent un avant-goût... Vous voulez approfondir? Les réponses de Bruno Vinikas vous intéressent? Soyez présents nombreux jeudi 6 mai, et n'oubliez pas de préparer vos propres questions, car la salle, bien entendu, aura aussi la parole...

NADINE ROSA-ROSSO



Andrea Rea
(chercheur à l'Université Libre de Bruxelles):

«J'aborderai les politiques sociales d'intégration mises en place par la Communauté française. Il s'agit des Fonds de cohabitation et d'impulsion. C'est un échec. Les autorités ont surtout mis l'accent sur la décentralisation. Essentiellement pour masquer leur impuissance face au problème fondamental, celui de l'emploi. Je voudrais aussi parler des glissements successifs en matière de politique à l'immigration. Au début des années 70, la formation permanente a été mise en place. Début 80, la lutte contre l'exclusion. Début 90, on ne parle plus que de la sécurité.»



Marco Martiniello
(chercheur à l'Université de Liège, auteur de «Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine étrangère»)

«Je voudrais surtout aborder la question de la participation politique. C'est un des éléments que le CRPI n'a pas du tout abordé. Ensuite, toute la politique du multiculturalisme. Il y a en Belgique deux grandes options. Du côté flamand, on veut favoriser l'émergence de communautés ethniques et on met l'accent sur leurs spécificités culturelles et du côté francophone, on parle avant tout de lutte contre l'exclusion sociale.»



Jan Blommaert et Jef Verschuere

(linguistes à l'Universitaire Instelling d'Anvers, auteurs du livre «Het Belgisch migrantendebat» - Le Débat belge sur l'immigration) «Nous avons surtout analysé la presse et l'opinion publique flamande, les documents scientifiques et politiques. Nous avons constaté qu'ils contiennent certains concepts, très proches des concepts de l'extrême-droite. L'immigration est vue comme quelque chose d'anormal. C'est ce système de pensée qui est considéré comme la «normalité». Dans la mesure où il a eu une grande influence sur la formation de l'opinion publique, le CRPI porte une responsabilité dans la création de ce système de pensée. Dans la conception du Commissariat, l'identité des étrangers est réduite à des choses subsidiaires, comme la manière de s'habiller, les habitudes alimentaires, le folklore.»

Vous voulez approfondir? Les réponses de Bruno Vinikas vous intéressent? Soyez présents nombreux le jeudi 6 mai, et n'oubliez pas de préparer vos propres questions, car la salle, bien entendu, aura aussi la parole...

NADINE ROSA-ROSSO

JUBILÉ-LIÈGE

Qui sera pigeon: le patron ou les 250 emplois?

L'usine Jubilé (au centre de Liège, côté Outre-Meuse) fabrique des cigares. Plus pour longtemps en principe, car la multinationale Rothmans qui l'a rachetée récemment a l'intention de fermer cette entité et de ne garder en Belgique que ses deux filiales anversoises. La fermeture est programmée pour la fin de l'année et actuellement les délégations négocient un volet social.

Une première proposition, jugée insuffisante par le personnel, avait été rejetée. Au mois de mars, les délégués syndicaux avaient montré une certaine volonté de lutte, car les camions de marchandises avaient été bloqués. Ensuite, ils firent un geste de bonne volonté, levant ce blocus, pour faciliter la négociation. Depuis, c'est le silence total...

Dessous de table?

Les travailleurs craignent que le patron ait mis sur pied une caisse noire, qui serait partagée entre tous les protégés des dernières élections sociales, à condition d'arrêter toute action. Un délégué a dit: «Si je ne reçois pas un sou de plus, j'aime autant être licencié immédiatement, j'aurai au moins mon indemnité de protection». Avec une telle mentalité, on en est loin du capitaine qui quitte le dernier le navire! Le personnel veut que toute la clarté soit faite sur cette affaire et que l'enveloppe du volet social soit partagée équitablement entre tous les travailleurs, protégés ou non. Seul un comité composé des délégués et de tous les éléments combattifs de l'usine, élu démocratiquement, peut clarifier la situation. Tous ensemble, ils doivent pou-

voir décider des propositions du patron, et des actions à mener pour maintenir les 250 emplois à Liège. Depuis jeudi dernier, une pétition circule parmi le personnel, demandant un tel comité.

Jamais trop tard pour bien faire

La plupart des ouvriers jugent la fermeture inévitable. On aurait dû agir il y a trois ans, lorsque les premiers Oscars (type de machine) ont quitté l'entreprise au compte-gouttes. Presqu'un quart du parc de machines a ainsi disparu. Mais Jubilé, qui a encaissé des bénéfices ces dernières années, ne peut même pas prétendre des pertes pour justifier la fermeture. Il s'agit d'une multinationale qui, pour le profit maximum, considère une

entreprise comme un pion dans sa stratégie et s'appête à jeter sans scrupule 250 emplois à la poubelle. Qu'il y ait 250 familles concernées, dont beaucoup de mères de famille, n'est pas son problème. Si on mène l'action, si on va jusqu'à l'occupation, il est possible d'obliger le patron à maintenir les 250 emplois à Liège. Le personnel restera encore présent dans l'entreprise pendant six mois et, là, il constitue une force. Ensuite, il sera dispersé et, avec toutes les mesures budgétaires du gouvernement contre les travailleurs, les très maigres propositions de volet social risquent d'être battues en brèche. Une priorité lors de l'assemblée du 27 avril: rejeter le volet social. Les emplois ne sont pas à vendre!

JOHNNY COOPMANS